

La lettre d'information de Lutte ouvrière - Chaumont



Mercredi 8 avril 2020

Une catastrophe sanitaire prévisible

Selon le dernier décompte fait lundi 6 avril, sur l'ensemble de la Haute-Marne, 65 personnes étaient mortes du Covid 19, 38 en hôpital, 27 en EHPAD. Cette catastrophe sanitaire touche tout le monde mais est loin d'être une fatalité.

Depuis des années, les moyens sont en baisse dans la santé et les hôpitaux réduisent les lits en réanimation. Les experts prédisaient qu'une pandémie ferait des dégâts considérables.

Ici en Haute-Marne comme dans tous les autres départements, nous payons les économies faites sur la santé par tous les gouvernements qui se sont succédé.

En cette période de confinement, l'impression et l'acheminement de notre hebdomadaire « Lutte ouvrière » et de notre mensuel « Lutte de classe » deviendra de plus en plus difficile. Mais ils continuent de paraître en ligne : nous avons plus que jamais besoin d'une information fiable, dans le camp des travailleurs.

Des contradictions bien significatives

Des entreprises de nombreux secteurs ont demandé à la préfecture de reprendre leur activité. Près de la moitié ont été accordées. La préfète a même indiqué qu'il était heureux que des entreprises emblématiques du département réouvrent.

Parmi elles se trouvent les fonderies de Wassy et Brousseval qui produisent des pièces en fonte, ou le chantier de Renault Trucks Chaumont à Langres, pour une concession Poids Lourds.

La même préfecture qui met des centaines d'amendes contre des contrevenants au confinement permet à des patrons d'obliger des salariés à circuler, pour assurer des productions loin d'être vitales.

Facilités pour les patrons, difficultés pour les salariés

L'État a assuré aux entreprises une remise de leurs dettes et impôts. Et pour les salariés ? Rien : les baisses de salaire sont de 16% en cas de chômage partiel, et pas question de report des loyers ou de rabais sur les factures d'énergie. Quant au salaire garanti pour garder les enfants ou en cas de quarantaine, il est versé par la CAF, donc avec un délai : des salariés se retrouvent sans salaire et avec une aide qui tarde à arriver.

S'il se préoccupait de l'intérêt général, l'État aurait au moins assorti ses aides de l'obligation pour les patrons d'avancer leur salaire aux salariés pour ne pas se retrouver confiné sans un sou. Mais même pour ça, pas question d'imposer une quelconque contrainte au patronat.



Émotion sélective

Avec la crise sanitaire, les journalistes en vue dénoncent surtout le désastre économique que subissent les commerces et les entreprises. Pourtant, ceux qui risquent réellement de ne pas pouvoir manger correctement ou de ne plus avoir accès aux besoins de base sont les travailleurs précaires privés de contrats, les intérimaires laissés à la maison et les chômeurs qui ne sont pas près de retrouver un travail.

Le directeur régional de Pôle Emploi Grand-Est a beau assurer vouloir « ne laisser personne sur le bord de la route », ce ne sont que des mots.

Interdire les licenciements, obliger le dernier employeur à garantir les salaires des précaires tout le temps du confinement : voilà des mesures concrètes qui permettraient de ne laisser personne de côté.



Sur le **site internet** de Lutte ouvrière, la rubrique **« échos des entreprises »** regroupe des témoignages de travailleurs sur les conditions de travail aujourd'hui.
À lire et à alimenter !

Réouverture de la poste en Haute-Marne

La Poste a fermé la semaine dernière et réouvre en ce début de semaine. L'argument est de permettre à tous ceux qui ont un compte à La Poste de pouvoir toucher leur salaire, leur allocation ou leur pension.

L'État, qui a contribué à réduire le nombre de bureaux ces dernières années, est bien obligé de reconnaître que La Poste assure un lien social.

Distribution du courrier : pour quoi faire ?

En Haute-Marne comme sur l'ensemble du territoire, les activités de distribution ont été maintenues coûte que coûte pendant deux semaines. La direction n'a pas hésité à faire appel à la police pour obliger certains postiers à retourner à leurs postes.

Dans ce cas aussi, l'entreprise a évoqué le « lien social ». Quand il s'agit d'assurer à chacun d'avoir un minimum pour vivre, on comprend. Mais là, il s'agissait plutôt de favoriser l'activité économique quitte à renforcer le lien épidémique entre facteurs et usagers !



Pour nous joindre :

Sylvain Demay, conseiller municipal Lutte ouvrière :

sylvaindemay@yahoo.fr
06 64 65 27 44
Facebook : sylvain.demay.LO

Coupon à renvoyer ou à remettre à un militant pour prendre contact :

NOM :
Prénom :
mail :
telephone :
adresse postale :

Je souhaite :

- ☐ Recevoir la lettre d'information
- ☐ Aider Lutte ouvrière